

LASSERRE, Frédéric et DESCROIX, Luc (2002) *Eaux et territoire. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*. Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec (Coll. « Géographie contemporaine »), 475 p. (ISBN 2-7605-1206-1)

Jacques Bethemont

Volume 47, numéro 131, septembre 2003

Développement régional et cohésion sociale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/007588ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/007588ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

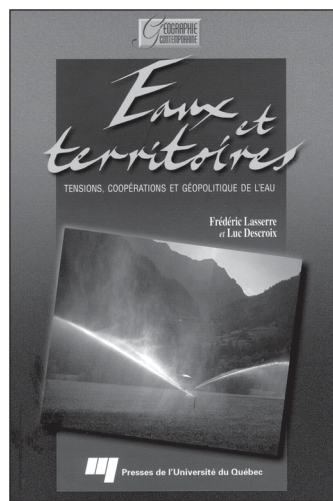
[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bethemont, J. (2003). Compte rendu de [LASSERRE, Frédéric et DESCROIX, Luc (2002) *Eaux et territoire. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*. Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec (Coll. « Géographie contemporaine »), 475 p. (ISBN 2-7605-1206-1)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 47(131), 343–344.
<https://doi.org/10.7202/007588ar>

LASSERRE, Frédéric et DESCROIX, Luc (2002) *Eaux et territoire. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*. Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec (Coll. « Géographie contemporaine »), 475 p. (ISBN 2-7605-1206-1)

Nul n'en doute : la question de l'eau, de son inégale distribution à la surface du globe, des pénuries avérées ou prévisibles et finalement des tensions et conflits qui résulteront de la confrontation entre l'offre et la demande, constituera l'un des défis que devra affronter le siècle qui s'ouvre. Partant de ce constat, les auteurs situent d'emblée leur problématique sur le plan de la géopolitique. On ne trouvera donc pas dans ce livre les développements classiques sur le cycle de l'eau et sur les modalités techniques de sa gestion. De façon plus simple et plus directe, l'ouvrage est partagé entre deux parties égales respectivement consacrées, l'une à l'analyse thématique, l'autre à une suite de monographies sélectionnées en fonction de leur valeur démonstrative. Précisons d'entrée de jeu que chacun des dix-sept chapitres est suivi d'une bibliographie abondante et actualisée, ce qui fait de l'ouvrage un bon instrument de travail pour les chercheurs à venir. En revanche, le manque d'index onomastique et thématique ne facilite pas les indispensables renvois de l'une à l'autre partie.



D'entrée de jeu, l'ouvrage s'ouvre sur le problème crucial des « guerres de l'eau ». En fait, si les auteurs constatent que les situations de tensions ou de crises internationales vont se multipliant, ils ne croient pas pour autant à l'éventualité de guerres ouvertes. Au pire, le contrôle de la ressource pourrait être l'une des composantes de conflits émergents. Ils conviennent tout de même du fait que la loi du plus fort (Égypte contre Éthiopie ou Turquie contre Syrie) constitue le meilleur gage de paix subies plus que consenties. Reste à savoir si de telles situations peuvent perdurer. Quelle que soit la réponse à cette question fondamentale, la portée des solutions proposées paraît bien faible face à l'ampleur des enjeux : comment imposer la tarification de l'eau au volume dans des pays où les interdits religieux s'y opposent? Comment proposer des techniques dispendieuses dans des pays pauvres? Comment imposer des techniques sophistiquées dans des pays qui découvrent à peine la pratique hydraulique? Et quel est l'impact des grands travaux sur les équilibres environnementaux? En dépit des multiples contingences ainsi inventoriées, les auteurs se montrent relativement optimistes quant aux problèmes techniques ou environnementaux, les obstacles les plus ardues se situant sur le plan de la politique et des relations internationales. Il existe bien sur ce point un projet de convention internationale adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 21 mai 1997, mais, dans sa formulation actuelle et à supposer qu'il soit un jour ratifié, il pourra être interprété de façons trop diverses pour jouer un rôle décisif dans les conflits et les arbitrages internationaux. Deux principes fondamentaux devraient pourtant s'imposer : le couplage des aménagements hydrauliques avec l'aménagement du territoire et, surtout, la mise en œuvre d'une gestion intégrée de la ressource

en eau par bassin. Sur ce dernier point, Jean Burton, auteur invité, insiste à la fois sur la nécessité d'une volonté politique, sur l'indispensable implication du public et sur le recours à des technologies durables. On l'aura compris, les auteurs ne se font les chantres ni des grands travaux ni du recours systématique à l'irrigation présentées comme une panacée susceptible de guérir la soif du monde : « la crise actuelle, est bien plus une crise de la répartition, de la distribution de cette eau, qu'une crise de rareté réelle » Retour donc à la primauté des choix et des arbitrages politiques aux échelles régionale, nationale et internationale.

Les perspectives presque raisonnables, sinon optimistes, que propose cette première partie sont durement mises à l'épreuve dans les pages qui suivent. Sont envisagés, successivement, l'inégal partage des eaux du Jourdain à propos duquel les auteurs citent volontiers la Bible en oubliant le rôle que joue cette question dans la situation actuelle du Moyen-Orient; l'abus de sa position amont par la Turquie et les craintes que suscite en Égypte un *downstream complex* vis-à-vis du Soudan et de l'Éthiopie; les rivalités rive gauche-rive droite sur le fleuve Sénégal. Autant de situations qui doivent être lues au premier chef comme des amorces de conflits avérés. D'autres monographies font le procès des grands travaux : disparition de la mer d'Aral, transferts interbassins de la Chine, salinisation des sols en Australie. Trois contributions retiendront plus particulièrement l'attention du lectorat nord-américain : la grande soif des métropoles californiennes ou mexicaine qui résolvent leurs problèmes de ravitaillement au détriment du secteur agricole et de l'environnement (que reste-t-il du lac Owen, qui fut l'un des hauts lieux touristiques de l'Ouest?); l'épuisement programmé de la grande nappe de l'Ogallala; les risques inhérents à d'éventuels transferts nord-sud. « Le Canada sera-t-il contraint de céder son eau? » s'interroge Frédéric Lasserre en présentant le projet du GRAND Canal qui prévoit le barrage des rivières de la baie James et leur dérivation vers les Grands Lacs et le Midwest. Pour le Canada se pose en effet la question de la souveraineté sur les rivières, bien que le cadre de l'ALÉNA ne donne aucun droit aux ressources en eau naturelle de l'une des parties sur l'autre. Mais l'eau n'est-elle pas une marchandise comme une autre et susceptible, comme telle, d'échanges dans le cadre des accords du GATT? La situation sera sans doute rendue plus complexe à terme si la tendance actuelle à la sécheresse s'avère durable, et on comprend du reste les inquiétudes canadiennes face à la puissance des lobbies étatsuniens.

Tout choix de monographies repose sur l'expérience du terrain qui est celle des auteurs et, dans le cas présent, le sens du contexte spatial, la précision des données, la pertinence des commentaires s'imposent au lecteur le plus critique et donnent à cette seconde partie une puissance de conviction qui contrebalance les positions un peu trop pondérées des premiers chapitres. Le tout se lit avec facilité et devrait séduire un lectorat qui ne serait pas exclusivement géographique. Les supports cartographiques sont à la fois lisibles et bien hiérarchisés. De nombreux problèmes juridiques ou techniques font l'objet d'encarts qui ne gênent pas le premier niveau de lecture. Le seul point faible serait une conclusion limitée au bref commentaire de quelques cas particuliers qui mélangent le lisier breton avec divers problèmes de tarification. Peu importe. L'essentiel est que ce livre apporte des réponses pertinentes, et d'une heureuse concision, aux problèmes que pose la gestion de l'eau dans l'immédiat et dans les années à venir.

Jacques Bethemont
Université de Saint-Étienne